

SANS-PAPIERS, MIGRANT-E-S, NON A LA POLITIQUE RACISTE DU GOUVERNEMENT ! NON À LA RÉPRESSION POLICIÈRE !

Macron et son gouvernement ne cessent de multiplier les attaques contre les plus précaires, en particulier les plus fragiles, les migrant-e-s, les mal-logés, les Sans-papiers, les roms, loi Collomb, refus d'accueillir l'Aquarius, répression policière.

A Vitry, ces derniers mois, cela s'est traduit par plusieurs événements inquiétants.

Un été chaud pour le Collectif de Vitry

À Vitry, le jeudi 9 août, les policiers du commissariat de Vitry sont intervenus sur le lieu de pointage du collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry, devant le centre des impôts. Ce lieu avait été occupé le 19 octobre 2009 à l'époque du grand mouvement de grève interprofessionnel des travailleurs Sans-Papiers de la fin 2009. Depuis la fin de campement, le collectif a effectué un point d'information hebdomadaire à cet endroit sans qu'il n'y ait jamais eu aucun incident au cours de ces neuf années.

Ce jour là, les policiers ont menacé d'embarquer les Sans-papiers. Un officier de police a demandé à voir le responsable du collectif, sans lui donner la raison de leur présence. Après quelques questions, les policiers sont repartis en disant aux Sans-papiers présents « *C'est la dernière fois* ».

La police souhaite-t-elle que ce point hebdomadaire d'informations soit fait à l'intérieur du centre des impôts ?



Novembre 2009. L'occupation devant le centre des impôts pendant trois mois.

Un été chaud pour les incendiés du 3 mai

Ce jour-là, une habitation, place de la Heunière était l'objet d'un incendie criminel. Ensuite les habitants ont erré de lieu en lieu pour finalement, occuper l'espace devant le parking, rue Audigeois, en face de la Bourse du Travail. Ils sont depuis la fin septembre dans l'ancien collège Monod ou en hôtel.

Ces mal-logés, devenus sans-logis sont en lutte pour un logement décent. Une manifestation dans Vitry était prévue pour le 8 septembre. La veille, des policiers sont intervenus et ont interpellé sept personnes sur le campement rue Audigeois. Quatre seront relâchées dans la journée. Les trois autres un peu plus tard. Toutes étaient sans papiers et se retrouvent maintenant avec une OQTF (obligation de quitter le territoire français) qui rend leur situation encore plus précaire.

Un été chaud pour les familles roms des Ardoines

Une instruction interministérielle de janvier 2018 préconisait que chaque expulsion de bidonvilles s'accompagne d'une recherche de solutions d'hébergements convenables. Cela n'a pas été le cas puisque presque 300 personnes ont été expulsées d'un terrain situé aux Ardoines le 10 juillet dernier, dont certaines familles avaient leurs enfants scolarisés à Blaise Pascal. Il y avait eu jusqu'à 600 personnes sur ce terrain (recensement fait par la préfecture de région). Autant dire que ces personnes sont parties s'installer un peu plus loin.

D'autres interventions cet été en région parisienne

Le 31 juillet, la police expulsait le squat du Collectif Schaeffer à Aubervilliers, regroupant des réfugiés et demandeurs d'asile. Depuis, la police est intervenue cinq fois sur leur campement. Le 5 septembre, en plus de voler tentes et couvertures, les policiers ont arrêté trois personnes.

Le 20 août, c'était au tour des Baras d'être expulsés de leur squat aux Lilas. Il s'agit d'un squat de personnes venues de Libye, suite à la guerre menée par la France qui a déstabilisé toute la sous-région.

Depuis 2012, ils occupent des bâtiments à Montreuil, Bagnolet, puis aux Lilas. Ils se battent pour leur régularisation et pour un logement. Ils dorment depuis sous l'échangeur de Bagnolet.

Pas de papiers pour les Sans-papiers

Le gouvernement, année après année, durcit la loi et réduit les possibilités de régularisation. Les Sans-papiers (500 000 aux derniers comptages) travaillent dans le Nettoyage, la Restauration, la Voirie, le BTP. Tous secteurs qui ne peuvent pas délocaliser. Après la loi El Khomri, Macron, le président des riches, a édité ses ordonnances pour encore plus précariser le travail. Comme avant lui Sarkozy et Hollande, ils tiennent à ce que les Sans-papiers

restent sans papiers. Ils tiennent à l'Intérim. Ils tiennent au système de la sous-traitance pour précariser de plus en plus les travailleurs et réduire les salaires. Alors les gouvernements font la guerre aux Sans-papiers organisés qui réclament des papiers. Et ils envoient la police...

Cette brutalité s'exerce aussi par rapport aux mineurs étrangers. La préfecture fait tout ce qu'elle peut pour contester leur minorité. Quant à ceux qui, devenus adultes, envoient un dossier de régularisation, elle répond maintenant le plus souvent par des OQTF alors qu'avant elle se contentait de refus simples.

Pas de logement pour les mal-logés

Tout doit servir à faire du profit. Les immeubles poussent, mais pour les plus privilégiés. Alors la crise du logement s'aiguise, en particulier pour ceux qui sont d'origine immigrée. Des milliers de réfugié-e-s dorment dans des camps de fortune. Deux millions de personnes sont sur les listes d'attente des HLM et le RSA ne permet même pas d'y avoir accès. Pourtant des logements sont vides ; des bâtiments publics sont libres, comme des hôpitaux, des casernes, des établissements scolaires. Mais vides ils le restent. Alors les gouvernements font la guerre aux mal-logés et sans-logis organisés qui réclament des logements. Et ils envoient la police...

Pas de solutions pour les familles roms

12000 personnes environ sur tout le territoire (avec une concentration dans les grandes villes et dans la région parisienne) dont beaucoup de familles que nous connaissons bien sont présentes depuis presque 20 années dans le 94, et aucune solution pour la plupart d'entre elles n'a été trouvée (pas même des aménagements de terrain). L'État ne respecte pas les consignes de son *Instruction interministérielle du 25 janvier 2018*, laquelle demandait que des solutions soient trouvées en amont de l'expulsion. Cet été 37 expulsions sèches sur le territoire national (dont 26 terrains ou squats avaient déjà connu une expulsion en 2017).

La réunion du 10 septembre au collège Monod

Ce soir-là, la Mairie avait convié les habitants à une réunion sur la prochaine utilisation de l'ancien collège Monod comme lieu collectif d'hébergement de demandeurs d'asile pendant quatre mois. Environ 200 personnes sont venues. La réunion, houleuse, a fait l'objet d'un article dans le *Parisien* du lendemain. Ce que l'article ne dit pas c'est qu'on a failli en venir aux mains. La violence venant d'habitants furieusement hostiles à l'installation même provisoire de réfugiés. Cette hostilité contre les migrants, contre l'État, contre la Mairie, s'est aussi tournée contre les personnes de la salle favorables aux migrants. Beaucoup de haine s'est manifestée ce soir-là. Cela témoigne de la montée du racisme et son instrumentalisation par la droite et l'extrême droite. Pourtant les migrant-e-s ne sont pas un problème, comme en ont témoigné des habitants du Port-à-l'Anglais, qui expliquaient que l'installation d'un centre dans leur quartier n'avait amené aucun incident.

Face à cela, la sous-préfète présente a tenu un discours humaniste sur le devoir d'accueil et condamné le racisme s'exprimant dans la réunion. Mais la pratique de l'État est très loin de cette humanité. La loi Collomb vient de rendre plus difficile l'accès au droit d'asile. Les procédures sont accélérées et visent au rejet rapide des demandes. L'objectif de l'État avec ces centres répartis sur toute la France vise à rendre invisibles les réfugiés. C'est la conséquence de la dispersion de la « jungle » de Calais, du harcèlement que subissent les migrant-s dans le Nord de Paris (porte de la Chapelle, d'Aubervilliers...).

Le message de l'État : devenez invisibles !

Dans toutes les situations ayant fait l'objet d'une répression policière ci-dessus, les groupes revendiquaient publiquement leurs droits. Les interventions policières ont pour objectif d'obliger les Sans-papiers et les autres précaires organisés de rester à l'ombre, sans manifester le moindre signe de présence, sans revendiquer leur droit au logement, ou l'obtention d'un titre de séjour.

Les réfugiés d'aujourd'hui, pour une grande majorité, sont les Sans-papiers de demain. C'est en faisant le lien entre ces différentes questions, en faisant le lien entre la situation des migrant-e-s, des travailleurs sans-papiers, des mal-logés, qu'on pourra résister à ce racisme croissant et à la répression policière.

Face au gouvernement des riches, il n'est qu'une solution : se solidariser et manifester ensemble que nous voulons une autre société que celle qu'ils nous fabriquent : une société de misère de plus en plus encadrée par la police.

Manifestation le samedi 17 novembre 2018

Rendez-vous à 10h30 sur l'esplanade de la Mairie

A l'appel de : Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry, MRAP, Romeurope Vitry, Union Solidaires 94, Welcome, Collectif des survivants de l'incendie de Vitry, NPA, Lutte Ouvrière, Ensemble !, France Insoumise Vitry